

Compte-rendu à l'intention des adhérents de l'AGE de Paris IV du collectif national de l'Unef des 2 et 3 mai 1998, tenu à Paris VIII

AGE représentées (liste approximative): Paris I, Paris IV, Paris VIII, Paris X, Paris XI, Bordeaux, Le Havre, Le Mans, Lille, Limoges, Lyon, Montpellier, Orléans, Rouen, Toulouse, Tours (Le collectif national est la direction collégiale de l'Union nationale. Il comprend les membres du BN élu par le congrès, le président et le secrétaire orga de chaque AGE).

Samedi: débat général (37 présents à la fin du rapport)

Le CN commence par un long rapport présenté par Karine en nom du BN.

Sur les élections du CROUS, "les chiffres ne suffisent pas en eux-mêmes". Sur certains CROUS et CLOUS, l'UNEF progresse. Les élections ont permis des contacts et des implantations nouvelles.

Le "vote syndical" atteint 60 %. C'est un message d'exigence. On ne peut pas s'arrêter à la question: qui est en tête ?

Il y a des manques, des absences des filières où nous intervenons peu, le Droit par exemple. Le rapport insiste ensuite sur le problème de la faible participation. Il faut être "beaucoup plus attentif à 2 millions d'étudiants" pour "construire avec eux les conditions d'une véritable citoyenneté étudiante".

L'actualité universitaire est chargée: examens, plan aide sociale, bataille du zéro expulsion, bientôt rapport Attali. Il faut intervenir sur tout cela (plus la litanie habituelles, que je vous épargne...).

Une large place est faite dans le rapport au problème de la MNEF, après les "révélations" de la presse. C'est une occasion historique pour que les étudiants s'approprient le débat sur leur mutuelle.

Il est également question longuement de la nécessaire solidarité avec les étudiants turcs.

Dans le débat, deux types d'interventions. Certaines AGE reprennent l'analyse du CROUS faite par le rapport en insistant sur certains points: triomphe du "vote syndical", nécessité du travail d'orga (nous n'avons pas perdu de voix puisque les 2500 voix manquantes correspondent à des AGE disparues). Beaucoup d'AGE insistent aussi sur l'intérêt, avant les élections, de questionnaires pour savoir ce que veulent les étudiants, car nous n'avons pas à parler à leur place.

D'autres camarades (Rouen, Tours, Lille, Limoges, Le Mans) soulignent l'ampleur de l'échec et demandent qu'on s'interroge sur ses causes: l'absence de ligne nationale claire depuis le congrès et de campagnes nationales, qui nous a beaucoup nui par rapport à l'UNEF-ID. Il faut se demander pourquoi 7 AGE ont disparu, au lieu de considérer que cela nous dispense d'expliquer notre défaite. Rouen propose une contribution écrite en ce sens. Les camarades de Lille insistent sur leur progression dans leur CROUS, manifestent leur opposition au principe du questionnaire (nous devons proposer nos mots d'ordre, non interroger les étudiants). L'un d'eux conteste la notion de vote syndical et fait scandale en déclarant que "le seul bon UNEF-ID est un UNEF-ID mort" (Karine l'interrompt, et obtient des excuses). Plusieurs intervenants s'interrogent également sur l'opportunité d'une campagne sur la MNEF, dans la mesure où nous n'avons pas les moyens de proposer de solutions.

J'interviens pour Paris IV presque en fin de débat. Je note que des choses intéressantes ont été dites sur les élections, notamment par les camarades de Rouen et Lille. Je reviens sur la notion de "vote syndical", qui me semble dangereuse. L'UNEF-ID tend à devenir une simple machine à gagner les élections, on ne peut parler d'un vote syndical. Surtout, à additionner nos scores pour crier victoire, c'est l'utilité même de l'existence de l'UNEF aux yeux des étudiants qu'on remet en cause aux yeux des étudiants, alors que l'UNEF doit incarner ce que peut être un véritable syndicalisme étudiant. J'insiste ensuite plus longuement sur le problème des CAPES-Aggreg, absent du rapport: l'UNEF doit intervenir sur cette question.

Dimanche: débat sur l'élection du CNOUS

(37 présents pour le rapport, 41 au moment du vote)

Au nom du BN (à l'unanimité moins l'abstention de Leila, de Rouen), Christophe présente un rapport sur le rôle des élus et conclut par une proposition de liste pour le CNOUS (Les 8 représentants étudiant au CNOUS sont élus par les représentants étudiants aux CROUS) : 1

Diane (Montpellier), 2 Lise (P8), 3 Frédéric (Limoges). Pierre-Henri présente les grands traits de la plate-forme: le texte du dernier congrès sur l'aide sociale (qui n'a toujours pas été publié).

Les camarades de Limoges annoncent que leur AGE les a mandatés pour demander la première place (ils ont, de loin, le meilleur score de tous les CROUS) et refuser toute autre. À refuser on mettrait en péril la représentation nationale de l'UNEF. Cette revendication provoque un débat de plus en plus tendu: d'un côté, on souligne la légitimité de cette demande, de l'autre, on dénonce le "chantage" et on explique qu'il est très méchant de poser le problème en termes de place et non de plate-forme. Certains camarades, enfin, déplore le flou de cette plate-forme.

Après la pause du déjeuner, Frédéric reprend la parole, sur un ton d'apaisement (il n'y pas de chantage, il a été mal compris), puis Karine intervient longuement pour dire qu'il faut modifier la proposition du BN: 1) Il y aura un titulaire et un suppléant, qui travailleront ensemble et se répartiront les commissions; 2) Malgré les mérites de Lise (longuement énumérés), la deuxième place doit être donnée à Frédéric. Stéphane (Bonnery) insiste un peu plus tard sur le progrès accompli en deux ans: on débat sur la liste !

J'interviens pour observer que le débat s'était très mal engagé, et nous avait rappelé à nous, Parisiens, de très mauvais souvenirs: un cauchemar dont on connaît la conclusion, qui explique que nous ne soyons pas directement concernés par la composition de la liste. Les deux interventions de Karine et Stéphane sont rassurantes: un pas a été fait (plus depuis ce matin ce matin qu'en deux ans, mais là n'est pas l'essentiel). Nous sommes, à nous tous, l'UNEF, et chacun doit y avoir sa place: le débat sur la liste est légitime. Puisqu'il est entendu que le titulaire et le suppléant travailleront ensemble, ce qui est l'essentiel, et que les camarades de Limoges ont un mandat impératif de leur AGE, n'est-il pas possible d'inverser les deux premières places ? Je remarque enfin qu'il y a deux élections nationales (CNOUS et CNESER), donc deux têtes de liste, et qu'il y a là un moyen simple de faire vivre la diversité de l'UNEF dans une volonté d'unité.

Les positions restant fixes, on passe aux votes.

Sur le rapport présenté par Christophe le matin, **28 pour** (dont moi), **12 abst** (Rouen, Limoges, Lille, Le Havre, Le Mans, Tours), **1 NPPV** (Philippe, anti-rapport par principe).

Sur la plate-forme, **26 pour**, **2 contre** (Tours), **11 abst** (Rouen, Limoges, Lille, Le Havre, Le Mans, Paris IV), **2 NPPV** (?).

Sur le rapport présenté par Karine la veille, **25 pour**, **12 abst.** (Rouen, Limoges, Lille, Le Havre, Le Mans, Tours et moi (qui n'ai pas voulu être le seul à voter contre)), **5 NPPV** (dont Philippe, voir plus haut).

Sur la liste du CNOUS (après un amusant débat de procédure, heureusement tranché par Karine)

Sur les places de 3 à 16, pas d'objection, donc pas de vote. Sur la tête de liste (bulletin secret): **27 pour Diane**, **12 pour Frédéric**, **1 abst.**, **1 blanc.**

Enfin, Lille propose **quatre motions** (les camarades de Limoges étant déjà partis)

1) Contre la ratification de l'AMI (Objection de Rémi, de Montpellier: la politique, c'est mal): 12 pour (dont Rouen, Lille, Le Havre, Le Mans, Tours et moi), 19 contre, 1 abst. (Philippe), 5 NPPV

2) Abrogation ou retrait de toutes les lois et circulaires discriminatoire: 11 pour (dont les mêmes), 23 contre (dont Philippe), 4 abst.

3) Participation à la manifestation des sans-papiers le 16 mai et organisation par le BN d'un cortège national (objection de Karine: d'accord pour participer, mais il y a d'autres priorités) : 10 pour (les mêmes), 16 contre, 8 abst., 3 NPPV.

4) Condamnation des propos d'Allègre et Chevènement expliquant que les sans-papiers et les profs de Seine-Saint-Denis font le jeu du FN: 14 pour (dont Rouen, Lille, Le Havre, Le Mans, Tours et Paris IV), 18 contre, 5 abst.

Après cela commence le collectif élargi sur les filières, mais tous les camarades de province s'en vont, la plupart discrètement, ceux de Lille après avoir déclaré leur objection au principe de l'organisation en filières. Après avoir constaté le peu d'intérêt du débat, nous ne tardons pas à les suivre.

Remarque: chacun pourra constater le partage net du CN en deux blocs, et l'action des représentants de Paris IV pour défendre (jusque dans leurs votes !) l'unité et la diversité de l'UNEF.